



RAPPROCHEZ- VOUS DE NOUS

Les résultats des « focus groups » avec des jeunes hommes et femmes
de la République Démocratique du Congo

Mené en Octobre 2011

Par Rebecca Feeley et Driss Choukri

Avant-propos du Dr. Christopher Fomunyoh

Février 2012

National Democratic Institute for International Affairs



455 Massachusetts Avenue, NW, 8th Floor
Washington, DC 20001
Téléphone: 202-728-5500
Fax: 202-728-5520
Site Web: www.ndi.org

Ce rapport et l'enquête sur l'opinion publique menée en République Démocratique du Congo par le National Democratic Institute (NDI) n'auraient pas été possibles sans le généreux soutien de Humanity United. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de Humanity United.

Toute question concernant le contenu de ce rapport doit être adressée à Kathy Gest, Directrice du département Affaires publiques à NDI, 202-728-5535, kgest@ndi.org.

Copyright © National Democratic Institute 2012. Tous droits réservés. Ce document peut être reproduit et/ou traduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition de préciser que NDI en est la source, et de lui faire parvenir toute nouvelle traduction.

Crédits Photos: Lionel Healing.

RAPPROCHEZ-VOUS DE NOUS

Les résultats des « focus groups » avec des jeunes hommes et femmes
de la République Démocratique du Congo

Mené en Octobre 2011

Par Rebecca Feeley et Driss Choukri

Avant-propos du Dr. Christopher Fomunyoh

Février 2012

National Democratic Institute for International Affairs

TABLE DES MATIERES

Le National Democratic Institute	3
Avant-propos	4
Préface	6
Carte de la République démocratique du Congo.....	8
La voix du peuple	9
Résumé Exécutif	10
Principaux résultats	13
I. La direction générale du pays	13
II. Principales préoccupations des citoyens	16
III. Perceptions et attentes des partis politiques et dirigeants élus	20
IV. Attitudes envers la démocratie	23
V. L'avenir du pays.....	25
Annexe A: Le Guide du modérateur	28
Annexe B: A Propos des Auteurs	31

LE NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE

Le National Democratic Institute (NDI) est une organisation sans but lucratif, non partisane et non gouvernementale qui répond aux aspirations des peuples à vivre dans des sociétés démocratiques qui reconnaissent et promeuvent les droits humains fondamentaux. Depuis sa création en 1983, NDI et ses partenaires locaux œuvrent au soutien et au renforcement des organisations politiques et civiques, à la surveillance des élections, à la promotion de la participation des citoyens, et à celle de la transparence et de la responsabilité de la gouvernance. Avec les membres de son personnel et des experts politiques bénévoles venant de plus de 100 pays, NDI réunit des individus et des groupes qui mettent en commun leurs idées, leurs connaissances, leurs expériences et leur savoir-faire. Les partenaires de NDI sont en prise directe avec les bonnes pratiques du développement démocratique international qui peuvent être adaptées aux besoins de leurs propres pays. L'approche multinationale de NDI renforce le message que s'il n'existe pas de modèle unique en matière de démocratie, toutes les démocraties partagent certains principes fondamentaux. L'Institut travaille dans le respect des principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il promeut aussi le développement de la communication institutionnelle entre les citoyens, les institutions politiques et les élus, et renforce leurs capacités à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens. Pour plus d'informations sur NDI, consultez son site www.ndi.org.

AVANT-PROPOS

En 2006, la République démocratique du Congo (RDC) a tenu ses premières élections démocratiques. Suite à ces élections, les dirigeants étaient confrontés au défi de répondre aux besoins fondamentaux des citoyens dans un pays émergent d'une décennie de conflit armé. Leur tâche était plus urgente au regard de la nécessité de rétablir la sécurité et les institutions étatiques dans des régions du pays.

Cinq ans plus tard, un gouvernement et une législature étaient nouvellement élues à travers des élections tenues en 2011. Ainsi, des informations sur la manière dont les citoyens priorisent leurs besoins et perçoivent le développement des institutions démocratiques du pays peuvent aider les législateurs et fonctionnaires à élaborer de nouvelles politiques et réformes. Permettre aux dirigeants des différents partis politiques d'avoir un accès équitable aux informations sur ces préoccupations pourrait également jeter les bases d'un dialogue interpartis constructif, et axé sur les résultats.

C'est dans ce cadre que le NDI, avec le généreux soutien de Humanity United, a mené une série de « focus groups » en RDC en octobre 2011 afin de mettre à la disposition des dirigeants politiques congolais des informations fiables sur les attitudes des citoyens à l'égard de la démocratie et des priorités de développement. L'Institut a organisé 12 « focus groups » dans six localités tenant compte des répartitions régionales et linguistiques, offrant ainsi aux participants congolais un cadre neutre et non partisan pour discuter librement et sans contrainte. L'étude basée sur les « focus groups » peut aider à combler les lacunes de communication et fournir des informations sur les besoins et priorités des citoyens. Pour la RDC, dans la période postélectorale immédiate, ces informations peuvent permettre aux dirigeants congolais de lancer des initiatives afin d'identifier et d'établir un consensus sur les perspectives de développement démocratique du pays.

Cette recherche visait à identifier les questions que les Congolais percevaient comme prioritaires sur les plans économique, social et politique. Les « focus groups » ont également exploré les attitudes des citoyens vis-à-vis de la démocratie. Selon l'étude, les participants congolais sont surtout préoccupés par la question de subsistance économique et les perspectives pour une éventuelle amélioration de leur bien-être. Ils souhaitent que l'emploi, la sécurité, et la croissance économique accompagnent la stabilité. Les participants comprennent le fonctionnement d'une société démocratique, et reconnaissent que leur pays a adopté des formes démocratiques, cependant, ils ne pensent pas que l'état soit démocratique. Dans certaines régions, la sécurité reste la principale préoccupation des citoyens. Cependant, dans la plupart des cas, les Congolais soulignent qu'une meilleure gouvernance conduira à une plus grande sécurité humaine et à la réalisation des progrès économiques souhaités. En décrivant une telle meilleure gouvernance, les participants ne font pas seulement référence aux nouvelles lois ou à une meilleure administration. Ils croient plutôt qu'une meilleure gouvernance dépend de la volonté politique de lutter contre la corruption, de garantir les libertés fondamentales et de travailler ensemble pour le bien commun. Selon les participants, si cela se produisait, alors la RDC se développerait.

Une nouvelle législature et un nouveau gouvernement se préparent à relever le défi de donner voix au chapitre aux citoyens et de répondre à leurs préoccupations. Le NDI espère que les résultats de ces « focus groups » inciteront le dialogue entre démocrates congolais, au-delà des appartenances politiques, à la fois aux niveaux gouvernemental et local, sur la manière dont le pays peut répondre

aux besoins des citoyens, et aider à retrouver la voie du développement démocratique entamé en 2006.

Christopher Fomunyoh
Docteur ès Sciences politiques
Directeur des programmes pour
L'Afrique au NDI

PREFACE

Les résultats des « focus groups » peuvent aider à combler les lacunes de communication entre citoyens et politiciens sur les priorités publiques. Ils peuvent aider les dirigeants élus à représenter leurs électeurs et à répondre à leurs attentes. Aussi, une fois collectées et partagées, les données sur les perceptions des citoyens sur leurs besoins et attentes des dirigeants politiques du pays peuvent inciter ces élus à développer des politiques et positions adaptées.

Pour identifier les préoccupations et attentes des citoyens de la République démocratique du Congo (RDC), le National Democratic Institute (NDI) a initié une étude qualitative de l'opinion publique en octobre 2011 afin de partager les résultats avec les dirigeants nouvellement élus suite aux élections générales de novembre 2011. L'étude a examiné plus précisément:

- La perception des problèmes économiques, sociaux et politiques les plus urgents de la RDC;
- Les attentes des partis politiques et dirigeants élus;
- Les attitudes envers la démocratie; et
- Les attentes sur l'avenir du pays.

Toute recherche sur l'opinion publique, y compris les « focus groups », ne représente qu'un portrait de l'opinion au moment de réalisation de l'étude. L'opinion publique est dynamique et évolue à mesure que les gens vivent et réagissent à des événements majeurs. Par conséquent, les conclusions du présent rapport reflètent les opinions des participants congolais en octobre 2011, avant les élections de novembre.

Données Démographiques

Le NDI a organisé en tout, 12 « focus groups » – deux dans chacun des six localités, sélectionnés pour équilibrer les répartitions régionales et linguistiques du pays. Dans chaque localité, un « focus group » s'est tenu dans le milieu urbain, et l'autre, dans le milieu rural situé aux alentours de chaque centre urbain. Chaque séance s'est déroulée dans la principale langue de la région comme indiqué dans le tableau suivant:

Province	Localité	Langue
Kinshasa	Kinshasa	Français, Lingala
Nord Kivu	Goma	Swahili
Katanga	Lubumbashi	Swahili
Bandundu	Kikwit	Kikongo
Equateur	Mbandaka	Lingala
Kasai Oriental	Mbuji Mayi	Tshiluba

Les participants aux « focus groups » comptaient des hommes et femmes âgés de 25 à 35 ans, et qui avaient terminé leurs études secondaires au minimum. Ce profil du participant donne un aperçu des perspectives des Congolais ayant vécu la transition démocratique à l'âge adulte, mais dont la qualité de vie globale dépend du développement futur du pays. Ces groupes comptaient entre huit et dix participants, et étaient composés d'un nombre égal d'hommes et de femmes. Les membres des

« focus groups » ont tous été recrutés dans la principale langue de la localité, et tel était aussi le cas pour la modération des discussions.

Méthodologie, résultats, et utilisation des « focus groups »

Les « focus groups » se sont déroulés sous forme de discussions semi-structurées facilitées par des modérateurs qualifiés. Les participants répondaient à des questions ouvertes et faisaient des déclarations, mais ils étaient également autorisés à soulever d'autres préoccupations. Ce format de groupe flexible permet aux participants de s'inspirer entre eux, ce qui facilite un échange d'idées qui pourraient ne pas émerger dans les enquêtes quantitatives reposant sur des questionnaires structurés et individuellement administrés. Les informations recueillies à travers cette méthode reflètent les valeurs et besoins des citoyens, et restent essentielles pour aider les décideurs à tester leurs hypothèses et pour intégrer la volonté du peuple dans les décisions politiques.

Bien que les « focus groups » soient une méthode de recherche supérieure permettant d'appréhender les significations sous-tendant les attitudes communément partagées, le nombre total de participants à la recherche de « focus groups » est toujours relativement petit et n'est donc pas statistiquement représentatif d'une plus grande population. Contrairement à un sondage, dont la prétention à la fiabilité repose sur la « représentativité » de son échantillon, les résultats des « focus groups » sont utiles parce qu'ils reflètent les opinions d'individus typiques dans des groupes sociaux spécifiques. En d'autres termes, cette recherche vise à comprendre les attitudes, plutôt que de les mesurer. Ce rapport reflète les opinions des citoyens de la RDC qui ont participé à cette étude. Des expressions générales, comme « gens » et « citoyens » sont occasionnellement utilisées dans ce rapport pour faciliter la représentation des attitudes des jeunes hommes et femmes qui ont participé aux « focus groups. »

Sauf indication contraire, les principales conclusions présentées dans ce rapport représentent des vues communément tenues et citées sans cesse par les participants.

Perceptions des participants par rapport aux réalités politiques

Les *perceptions* des participants à ces « focus groups » ne reflètent pas forcément la *réalité*. Les citoyens ordinaires évaluent souvent les progrès accomplis en fonction du changement dans leurs vies personnelles. Tous progrès dans des domaines externes à leurs intérêts immédiats (bien qu'ils soient importants dans un plus vaste contexte) ne sont pas toujours considérés comme un progrès par le citoyen moyen. Parfois, les participants à cette étude ont des faits erronés et fondent souvent leurs opinions sur des lectures inexactes ou à moitié précise de leur environnement. Néanmoins, même si leurs perceptions ne reflètent pas la réalité, celles-là ont un certain pouvoir. Les citoyens prennent des décisions basées sur ce en quoi ils croient.

CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Map No. 4007 Rev. 10 UNITED NATIONS
July 2011

Department of Field Support
Cartographic Section

LA VOIX DU PEUPLE

Voici ce que les citoyens congolais diront à leurs dirigeants s'ils avaient l'occasion de le faire.

« Je dirais à ces politiciens de quitter leurs bureaux climatisés parce qu'il est difficile de savoir ou connaître les problèmes du peuple en étant enfermés. Qu'ils viennent sans tarder sur le terrain. Comment vont-ils aider la population s'ils ne connaissent pas bien le pays ? Rapprochez-vous de nous. » Kinshasa Urbain

« Que toute personne ait la liberté d'expression et d'opinion, qu'on cesse d'arrêter les gens pour le fait d'avoir critiqué la mauvaise marche du pays. » Goma Rural

« En tout cas excellence, ait pitié de nous. Nous peuple Congolais, nous souffrons beaucoup. Nous avons étudié mais nous ne trouvons pas d'emploi. Nous, au moins, nous avons eu la chance de nous marier, mais est-ce que nos enfants auront la même chance ? Est-ce que nous leur faisons étudier en vain ? » Kinshasa Rural

« Que le Ministre de l'économie stabilise la monnaie locale par rapport aux devises étrangères pour une bonne marche de l'économie nationale. » Mbandaka Rural

« Moi, devant les autorités, je leur parlerais premièrement de la sécurité. Car tu peux avoir une bonne éducation, mais s'il n'y a pas de sécurité, ta vie est sans espoir. Qu'ils réfléchissent bien à propos de la sécurité car nous vivons dans l'insécurité totale. » Mbuji Mayi Rural

« Prenez à cœur les difficultés du peuple. » Kikwit Rural

RESUME EXECUTIF

Sur la base de 12 « focus groups » ayant regroupés plus de 100 participants en RDC, le présent rapport examine les besoins et priorités des citoyens congolais ainsi que leurs perceptions de la démocratie, des partis politiques, et de leurs dirigeants élus. Le résumé des principaux résultats se trouvent ci-dessous. Les résultats complets, accompagnés de citations choisies des participants, se trouvent dans la section « Principaux résultats » du présent rapport.

I. La direction générale du pays

Les Congolais sont très insatisfaits de l'état actuel de leur pays. Lorsqu'on leur a demandé leurs perceptions sur la RDC d'aujourd'hui, presque tous les participants - hommes et femmes, en milieu rural et urbain confondus – détiennent des opinions négatives sur la situation du pays. Ils estiment que le pays fonctionne à peine et sont frustrés par un manque de développement, et une qualité de vie médiocre. Le fait qu'ils savent que le Congo dispose de grands potentiels transforme cette frustration en colère car les citoyens ordinaires ne bénéficient pas des richesses naturelles du pays. Lorsqu'on leur a demandé si la RDC allait dans la bonne ou mauvaise direction, presque tous les participants ont répondu que le pays allait dans la mauvaise direction. Curieusement, beaucoup assimilent «mauvaise direction» au statu quo plutôt qu'à une perception de « régression ».

Les participants reprochent au gouvernement d'être responsable de n'avoir pas résolu les fléaux du pays. Lorsqu'on leur a demandé de situer les responsabilités concernant les problèmes affectant leur pays, le plus souvent, les Congolais pointent du doigt les autorités, « les dirigeants » ou « le gouvernement ». Ils estiment que leurs dirigeants n'ont pas les intérêts du peuple congolais à cœur et n'ont pas la volonté politique d'aider la RDC à progresser.

Les Congolais considèrent l'organisation des élections comme la seule grande réalisation du pays. Ils font la distinction entre le Zaïre de Mobutu, où des élections promises ne se concrétisaient jamais, et la RDC d'aujourd'hui, où ils ont vu les élections se dérouler pour la deuxième fois en cinq ans.

II. Principales préoccupations des citoyens

La moitié des participants choisissent l'emploi comme une priorité absolue. Ils croient que la plupart des maux sociaux dont souffrent les congolais sont le résultat de la pauvreté liée au chômage.

Environ un tiers des participants considèrent les élections comme une priorité absolue. Ces participants estiment que l'organisation des élections est la première étape vers le progrès dans d'autres domaines, et ils sont ravis de pouvoir exercer leur droit de vote. Ils croient que des élections libres et justes peuvent aboutir à un gouvernement capable de se focaliser sur la résolution des questions de chômage et d'autres problèmes que connaissent le pays.

La sécurité reste la principale préoccupation des participants dans les zones rurales de Goma, ainsi que dans les zones urbaines de Mbuji Mayi. Ces participants pensent que l'amélioration de la sécurité est plus importante que toute autre priorité. L'insécurité perturbe leur

vie quotidienne et leur capacité de subsistance, et entrave en même temps le développement tout en mettant leurs vies et biens en péril.

Les participants sont également très préoccupés par les effets corrosifs de la corruption dans le pays. Bien que la majorité des participants n'aient pas classé la corruption comme une priorité absolue lorsqu'ils avaient d'autres choix, la question de corruption était tout de même un sujet de préoccupation sous-jacente dans tous les « focus groups ». Ils croient que la corruption paralyse le développement et que la corruption des dirigeants politiques reste la cause des problèmes vécus par le pays et, plus précisément, le manque de solution aux problèmes liés aux besoins fondamentaux des personnes.

III. Perceptions et attentes des partis politiques et des dirigeants élus

La plupart des participants comprennent généralement les rôles que les partis politiques et dirigeants élus sont appelés à jouer dans une société démocratique. Ils croient que les partis devraient incarner une idéologie et présenter à leurs partisans leurs idées et projets pour le pays. Ces projets doivent refléter les besoins et désirs de leurs partisans. Selon les participants, les dirigeants élus doivent agir comme porte-paroles des préoccupations de leurs électeurs, et doivent œuvrer pour résoudre ces problèmes.

Dans les six régions, les participants ont une perception très négative de la « politique » congolaise, des « politiciens », et « partis politiques » congolais. Ils considèrent la politique comme un sale jeu, et les politiciens comme des simples menteurs, voleurs, et démagogues. Selon eux, plutôt que de travailler pour le bien du pays, les partis politiques congolais existent seulement pour enrichir leurs membres à travers l'accès aux fonds publics.

Les Congolais perçoivent leurs dirigeants comme inaccessibles et indifférents à leurs préoccupations. Les participants aux « focus groups » des six régions croient que leurs dirigeants élus et partis ont failli à leur responsabilité d'écouter leurs électeurs et de défendre leurs besoins. Ils pensent que tous ces dirigeants suivent le même schéma: se faire élire, et ensuite se cacher aux électeurs.

Les participants souhaitent que les élus communiquent et interagissent davantage avec le public. Lorsqu'on leur a demandé d'exprimer leurs attentes des dirigeants qui émergeront du prochain cycle électoral, les participants aux « focus groups » souhaitent simplement que leurs dirigeants élus soient facilement accessibles et continuent à communiquer avec eux.

IV. Attitudes envers la démocratie

Presque tous les participants assimilent la démocratie à la liberté. Invités à définir la « démocratie », les participants aux « focus groups » dans les six régions donnent la même définition du concept. Selon eux, la démocratie est synonyme de liberté, en général, et de liberté d'expression, en particulier.

La grande majorité des participants croient que la RDC n'est pas une démocratie à l'heure actuelle parce qu'elle manque de liberté d'expression. Ils estiment que pour vivre dans une démocratie, ils doivent être libres de choisir leurs dirigeants et, surtout, se sentir libres d'exprimer

leurs opinions, *et* de critiquer leurs dirigeants si nécessaire. Alors que beaucoup d'entre eux croient qu'ils sont libres de choisir leurs dirigeants maintenant, ils ne pensent pas encore avoir la liberté de critiquer leurs gouvernants. Sans cette liberté, ils ne croient pas qu'une véritable démocratie existe en RDC.

Une minorité des participants croient que la RDC fait des progrès vers la démocratie. Quelques participants croient que la démocratie est naissante en RDC, et ils considèrent la tenue des élections comme un bon indicateur que le pays fait des progrès vers un système démocratique. Comparés aux autres, ces genres de participants sont plus susceptibles de croire qu'il y a une certaine liberté d'expression dans le pays.

L'écrasante majorité pense que la RDC peut devenir une démocratie à part entière. Les participants soulignent deux facteurs pouvant aboutir à une meilleure démocratie: un meilleur leadership au sommet, et l'unité entre les populations. Ils estiment que si les citoyens peuvent surmonter leurs divergences, les politiciens ne pourront pas y résister. Selon eux, de manière collective, les citoyens peuvent exprimer leurs voix et forcer les dirigeants élus à répondre à leurs besoins. Les participants affirment que les élections sont le seul moyen de parvenir à la démocratie.

V. L'avenir du pays

La majorité des participants disent que l'avenir dépend de l'issue des élections¹. Ils croient qu'il est possible que la situation s'améliore, mais cela dépend de l'issue des élections. Ils ne savent pas qui les électeurs choisiront et si les dirigeants nouvellement élus honoreront leurs promesses.

Les Congolais rêvent d'un pays où leurs besoins essentiels sont pris en charge et où ils peuvent vivre en paix. La majorité des participants expriment la même vision idéale pour l'avenir de leur pays. Ils le décrivent comme suit : être employés, bien nourris, avoir accès à une éducation de qualité, aux services de santé, et notamment vivre en paix.

¹ Comme indiqué plus tôt, cette étude a été réalisée avant la tenue des élections de novembre 2011.

PRINCIPAUX RESULTATS

I. La direction générale du pays

1. Les Congolais sont très insatisfaits de l'état actuel de leur pays.

Interrogés sur leurs perceptions de la RDC d'aujourd'hui, presque tous les participants - hommes et femmes, en milieu rural et urbain confondus – expriment des opinions négatives sur la situation du pays. Ils estiment que le pays fonctionne à peine et sont frustrés par un manque de développement, et une qualité de vie médiocre. Le fait qu'ils savent que le Congo dispose de grands potentiels transforme cette frustration en colère car les citoyens ordinaires ne bénéficient pas des richesses naturelles du pays.

« Le pays est en plein désordre. » Goma Rural

« Je vois que notre pays ne se développe pas, nous allons vers la pauvreté. Notre pays ne se développe pas. » Mbuji Mayi Urbain

« Les choses ne marchent pas bien et il y'a trop de difficulté. » Kikwit Rural

« Le Congo est immensément riche. Où va alors cette richesse? ... Puisque le peuple congolais vit dans la misère. » Kinsbasa Rural

« Le Congo a des potentialités mais le peuple est scandalisé. Si vous observez les espaces verts que regorge le pays en comparant avec le niveau de vie de la population, c'est déplorable. » Mbandaka Rural

2. La plupart des participants estiment que le pays s'engage dans la mauvaise direction.

Lorsqu'on leur a demandé si la RDC s'engageait dans un sens positif ou négatif, presque tous les participants ont répondu que le pays se dirigeait dans la mauvaise direction. Curieusement, bon nombre de participants assimilent «mauvaise direction» au statu quo ou à la stagnation plutôt qu'à une régression. Ils estiment que le pays se dirige dans la mauvaise direction parce que leur qualité de vie reste médiocre.

« Je vois rien qui marche bien, parce que nous vivons toujours dans la misère. Il y a beaucoup des érosions dans la ville. Il n'y a pas du courant, ni de l'eau. En tout cas, il n'y a rien qui marche bien. » Kikwit Rural

« Il n'y a aucun ordre ni rien qui évolue, nous sommes encore sous-développés sur tous les points. Nous reculons au lieu d'avancer. » Goma Rural

« C'est vrai que les routes sont arrangées, mais les gens ne sont pas satisfaits. Pour la nourriture, pour en avoir, il faut se battre vraiment. » Lubumbashi Urbain

Ces citoyens soulignent souvent le manque d'opportunités d'emploi dans la RDC pour prouver que le pays se dirige dans la mauvaise direction. Beaucoup sont déçus d'avoir une éducation, mais se

retrouvent dans l'incapacité de trouver un emploi. Ils estiment que s'il y avait plus d'emplois, ils jouiraient d'une meilleure qualité de vie et le pays se développerait.

*« Nous avons des nombreux chômeurs, nous avons des licenciés, des gradués, mais il n'y a pas de travail. »
Mbandaka Urbain*

« Nous n'avons pas d'emploi, pour en avoir c'est tout un calvaire. » Goma Rural

« C'est difficile de trouver un travail parce qu'on exige toujours l'expérience, mais nous qui n'avons pas encore travaillé, comment l'aurons-nous ? » Lubumbashi Rural

« Il faut être fils de quelqu'un ou d'une haute personnalité sinon, c'est difficile de trouver un boulot. » Kikwit Rural

3. Les participants reprochent au gouvernement d'être responsable du manque de solutions aux malheurs du pays.

Lorsqu'on leur a demandé de situer les responsabilités concernant les problèmes dans leur pays, les Congolais blâment le plus souvent «les autorités», «les dirigeants», ou «le gouvernement». Quelques participants mentionnent le Président Kabila lui-même. Ils estiment que leurs dirigeants n'ont pas les intérêts du peuple congolais à cœur et n'ont pas la volonté politique d'aider la RDC à progresser. Ils considèrent les chefs de gouvernement comme corrompus et égoïstes.

« Les choses ne vont pas surtout dans la bonne direction parce que nous avons un mauvais gouvernement. Il ne donne pas de la valeur à la population. » Mbuji Mayi Urbain

« Tout va mal au Congo. Dans les foyers des congolais les conditions de vie sont déplorables voir inhumaines mais pour une certaine classe les choses vont bien au Congo parce qu'ils détournent les fonds de l'Etat. » Mbandaka Rural

« En général, les dirigeants sortent de la pauvreté, ce sont des personnes qui crevaient de faim. Maintenant qu'ils deviennent députés, ils vont s'occuper de leurs ventres en disant qu'il faut d'abord remplir leurs poches et comptes bancaires. » Kinshasa Urbain

« Au vu de la grandeur du pays, nos autorités n'arrivent pas à répondre aux besoins de la population. Elles interviennent à compte-goutte mais n'arrivent pas à lutter pour l'amélioration des conditions de vie. Ceci montre le manque de bonne volonté de nos dirigeants. » Kikwit Rural

Certains participants ont également exprimé leur déception à l'endroit du Président Kabila pour avoir omis de mettre en œuvre ses projets de réhabilitation des infrastructures du pays. Ces projets, connus sous le nom, « les cinq chantiers», étaient la pièce maîtresse de la campagne du Président en 2006, et ces participants sont très déçus par ce qu'ils considèrent comme une promesse non tenue.

*« Les gens pensent que les cinq chantiers sont une illusion. On voit comment les routes sont impraticables dans les provinces. Les gens marchent. Ils font 50km à pied parce qu'il n'y a pas de routes pour aller dans les villages voisins. »
Kinshasa Urbain*

« Personnellement ma connaissance des cinq chantiers est d'après ce que j'ai entendu. C'est ainsi que je les ai surnommé les cinq chansons ... Les cinq chantiers ne marchent pas, plutôt c'est la démagogie montée de toutes pièces pour nous tromper et nous faire croire que les routes sont asphaltées en RDC. » Goma Urbain

4. Un certain nombre de participants croient également que le peuple congolais est responsable de l'état du pays.

Alors que la plupart des participants reprochent au gouvernement d'être totalement responsable des problèmes du pays, certains évoquent la responsabilité sociale des citoyens dans le développement de leur pays. Curieusement pour une démocratie naissante, beaucoup lie cette responsabilité aux choix des citoyens aux urnes. En d'autres termes, ils blâment les citoyens d'effectuer de mauvais choix lors des élections.

« La faute je la confie au peuple qui a mal choisi ses dirigeants sans même les avoir connus. » Goma Rural

« Le charge revient à nous qui allons les élire dans les jours à venir. Si tu vas voter parce qu'on t'a joué de la bonne musique ou parce qu'on t'a corrompu, tu pourras être responsable du sort à venir. » Mbuji Mayi Urbain

« C'est nous-mêmes qui faisons le choix d'un dirigeant qui nous convient le mieux à l'urne. Demandons au candidat d'élaborer son projet pour le futur gouvernement. Après avoir examiné et étudié le projet du candidat, la faisabilité nous conduira alors à voter. » Goma Rural

« Nous avons droit à ce que le social s'améliore, mais ne donnons pas seulement la faute au chef. Nous même le peuple, nous sommes les premiers à détruire ce pays. » Kinshasa Rural

« Le responsable c'est toi et moi. L'ennemi des congolais, c'est le congolais. Ce n'est pas l'étranger qui va arranger les choses. Soyons responsables de nos malheurs et de nos bonheurs. » Mbandaka Urbain

5. Les Congolais considèrent l'organisation des élections comme la seule grande réalisation du pays.

La plupart des participants sont incapables de donner une réponse lorsqu'on leur a demandé d'indiquer des progrès positifs en RDC. Ceux qui arrivent à donner une réponse parlent le plus souvent de l'organisation des élections. Ils font la distinction entre le Zaïre de Mobutu, où des élections promises ne se concrétisaient jamais, et la RDC d'aujourd'hui, où ils ont vu les élections se dérouler pour la deuxième fois en cinq ans. Les participants sont généralement ravis de pouvoir voter lors de l'élection du 28 novembre 2011.

« Durant l'époque du Zaïre de Mobutu nous n'avons plus parlé des élections. Parler des élections, c'est un bon élan pouvant aboutir au développement. » Goma Rural

« On ne voyait pas les élections, maintenant nous voyons les élections. D'ici le 28 novembre, nous aurons les deuxièmes élections. C'est un grand changement. » Lubumbashi Rural

« Nous constatons l'amélioration en ce qui concerne le vote, hier on ne savait pas voter. Mais bientôt, nous voterons pour la deuxième fois, c'est une bonne chose. » Mbandaka Urbain

« Nous avons grandi dans ce pays ; on ne connaissait pas encore l'affaire des élections. Mais aujourd'hui nous en parlons. » Mbuji Mayi Urbain

6. Dans certaines régions, de meilleures routes se démarquent comme signe de développement positif.

Les participants à Lubumbashi, Kikwit et Mbandaka évoquent souvent la construction de nouvelles routes et la réhabilitation des routes comme un progrès utile.

« Nous avons vu la réhabilitation des routes. Aujourd'hui nous pouvons faire des longues distances sans qu'il y ait des accidents. » Lubumbashi Urbain

« Ils ont bien fait de nous arranger la route. Au lieu de faire tant de jour de Kinshasa à Kikwit maintenant on fait qu'un seul jour et les taux des accidents sont réduits. » Kikwit Rural

« Les routes dans notre province de l'Equateur sont dans un état de délabrement avancé, mais les autorités publiques ont engagé la société Afritel qui est chargée de réhabiliter les routes. C'est une bonne initiative. » Mbandaka Rural

II. Principales préoccupations des citoyens

Les modérateurs des « focus groups » ont demandé aux participants de choisir deux sujets qui ont nécessité l'urgence la plus méritée du gouvernement, à partir d'une liste qui comprenait:

- le chômage/l'emploi;
- la corruption;
- le développement économique;
- l'éducation;
- les élections;
- la gestion des ressources naturelles;
- les disputes foncières;
- la santé;
- la sécurité et les droits civils; et
- la situation de la femme.

1. La moitié des participants choisissent l'emploi comme une priorité absolue.

Les citoyens vivant dans les zones urbaines et rurales à Kikwit et à Lubumbashi, et en zones rurales de Kinshasa et de Mbuji Mayi, considèrent les questions d'emploi comme étant particulièrement importantes. Ils croient que la plupart des maux sociaux dont souffrent les congolais sont le résultat de la pauvreté liée au chômage. Beaucoup déplorent sans cesse d'être instruits et diplômés, mais ils ne peuvent cependant pas trouver d'emploi.

« Il faut que tous les congolais aient accès au travail. La majorité des congolais ne travaillent pas. On a un taux élevé du chômage ; si nous regardons bien, on peut arriver à plus de 90% de gens qui ne travaillent pas. » Kikwit Urbain

« Si l'homme travail, cet homme-là a la capacité de se supporter seul dans ses besoins personnels, besoins familiales, et les autres problèmes qu'il doit résoudre dans sa vie. » Mbuji Mayi Rural

« Au Congo pour que tu sois bien soigné il faut que tu sois un travailleur. Quand tu amènes quelqu'un qui souffre d'une quelconque maladie à l'hôpital, et que tu manques de l'argent la personne peut mourir. » Kikwit Urbain

« Mon choix, c'est le chômage, parce que le travail est la base du développement du peuple. Ça sera difficile pour le pays de se développer sans mettre plus d'accent sur le travail. » Lubumbashi Urbain

« Le travail c'est la base de tout, si quelqu'un travaille c'est pour avoir un salaire qui fera vivre sa famille, et même assurer l'éducation, bref, c'est tout. » Kinshasa Rural

« Il y a beaucoup de personnes qui ont des diplômes mais ils les ont gardé dans des valises. » Kikwit Rural

Les plaintes sur le sous-emploi accompagnent les discussions sur le chômage. Beaucoup de Congolais ayant un emploi ne sont pas employés dans leur domaine d'étude et / ou se sentent sous-payés.

« Aujourd'hui, plusieurs personnes qui terminent les études, des licenciés et gradués ne trouvent pas du travail... Tu trouveras quelqu'un qui a fait une bonne option ou de bonnes études qui va devenir voyageur ambulancier, ou vendeur de quelque chose. » Kinshasa Urbain

« Nous voyons les licenciés qui deviennent des cordonniers. » Lubumbashi Urbain

2. Environ un tiers des participants considèrent les élections comme une priorité absolue.

Les participants dans les zones urbaines de Kinshasa et de Goma considèrent les élections comme une préoccupation majeure, tout comme ceux vivant dans les zones rurales de Mbuji-Mayi, où les élections et l'emploi sont également choisis comme les deux priorités les plus urgentes. Environ un tiers des participants considèrent les élections comme une priorité absolue. Ces participants estiment que l'organisation des élections est la première étape vers le progrès dans d'autres domaines, et ils sont ravis de pouvoir exercer leur droit de vote. Ils croient que des élections libres et justes peuvent aboutir à un gouvernement capable de se focaliser sur la résolution des questions de chômage et d'autres problèmes que connaissent le pays.

« J'avais choisi les élections parce que c'est vraiment très important pour nous. Ce sont des moments pour lesquels nous ne pouvons pas nous aventurer. Les congolais doivent savoir qui placer à telle ou telle place. C'est vraiment un moment où le peuple doit être éveillé. » Kinshasa Urbain

« Je souhaite pour ces prochaines élections que les gouvernants gèrent les choses de façon qu'elles se déroulent dans le calme et la paix. Je souhaite aussi qu'il laisse au peuple la liberté de définir librement son choix. » Goma Rural

« Pour moi les élections constituent la meilleure façon pour le pays d'avancer. » Mbuji Mayi Urbain

3. Les participants de Mbandaka ont accordé une importance primordiale au développement économique.

Pour les résidents de Mbandaka (à la fois en zones urbaines et rurales), le développement économique reste leur principale préoccupation. Ils croient que le développement économique pourrait être la solution à tous les défis socio-économiques que le pays connaît.

*« Si le développement économique d'un pays n'est pas assuré le pays se comportera mal. C'est la chose la plus importante car le développement économique engendre l'éducation, la lutte contre la corruption et le chômage. »
Mbandaka Rural*

*« Le développement économique constitue le passage de conditions moins humaines vers les conditions plus humaines. »
Mbandaka Rural*

« Le développement économique est la base du développement d'une nation par ce que lorsque l'économie est forte, je ne pense pas que nous aurons besoin des devises étrangères, la corruption sera bannie car si quelqu'un est bien rémunéré, je ne pense pas qu'il sera corrompu facilement. » Mbandaka Rural

Les participants de Mbandaka reconnaissent quelques progrès dans ce domaine, mais ils veulent que leurs dirigeants en fassent davantage. Ils souhaitent qu'ils se concentrent particulièrement sur la stabilisation de la monnaie de la RDC et le renforcement de l'économie locale.²

« Ils font quelque chose. Mais il faut encore des efforts. Comme dans le développement économique, des paramètres comme les banques et l'accès au crédit, ça demande encore plus de travail. » Mbandaka Urbain

« Nous devons soutenir notre monnaie locale, le Franc Congolais, pour qu'elle soit plus forte que toutes les monnaies étrangères. Là nos conditions de vie vont s'améliorer. Sinon, nous n'allons pas évoluer. » Mbandaka Rural

« A mon avis il faudrait une gestion saine en République démocratique du Congo des recettes de l'Etat issues des régies financières pour renforcer l'économie nationale. » Mbandaka Rural

« Que les devises étrangères soient bannies dans notre pays pour donner la valeur à la monnaie locale et stabiliser les prix sur le marché. » Mbandaka Rural

4. La sécurité est la principale préoccupation des participants dans la zone rurale de Goma et la zone urbaine de Mbuji Mayi.

Dans la zone rurale de Goma et la zone urbaine de Mbuji Mayi, les participants croient que l'amélioration de la sécurité est plus importante que toute autre priorité. L'insécurité perturbe leur vie quotidienne et leur capacité de subsistance, et entrave en même temps le développement tout en mettant leurs vies et biens en péril.

² Le dollar américain est largement utilisé en RDC et, dans certaines régions, plus souvent que la devise congolaise. Ces dernières années, le franc congolais a connu une dévaluation considérable.

« Nous sommes dans l'impossibilité de travailler suite aux guerres et troubles qui surgissent en tous lieux. Les hommes meurent comme des chiens. » Goma Rural

« La première des choses reste les droits de l'homme et la sécurité, c'est la plus chère des choses. » Mbuji Mayi Urbain

« Dans l'insécurité nous n'avons pas la paix ... Lorsque tu perçois dignement de l'argent en plein jour, le soir tu le perds tout de suite aux vols et cambriolages. » Goma Rural

« Dans l'insécurité, il n'y a aucun développement, l'insécurité provoque beaucoup de désastres. » Goma Rural

Ils pensent que les dirigeants actuels ne contribuent guère à résoudre le problème d'insécurité dans leurs régions.

« Le gouvernement ne fait rien pour nous sécuriser. » Goma Rural

« Il n'y a pas la protection, on ne connaît pas les droits de l'homme. On tue les gens et nos dirigeants ne poursuivent rien. Nous sommes délaissés, on nous tue comme des poulets. » Mbuji Mayi Urbain

Les résidents de Goma croient que les militaires mal payés et rétifs constituent la principale cause d'insécurité, et ils recommandent alors au gouvernement de bien rémunérer les militaires et de les retirer des zones habitées par les civils.

« Le gouvernement doit assurer le paiement des militaires car lorsqu'ils sont mal payés, ils se retournent contre la population et volent ainsi leurs biens. » Goma Rural

« Les gouvernants doivent retirer l'armée de nos cités et leur construire des casernes et des camps militaires car les militaires ne doivent pas rester en un même lieu que les civiles. » Goma Rural

Les participants de Mbuji Mayi pensent que l'amélioration de la sécurité doit faire partie d'une plus grande initiative visant à renforcer les libertés civiles et les droits humains, en général.

« Qu'ils placent en avant plan les droits humains et qu'ils les valorisent. » Mbuji Mayi Urbain

« Il n'y a rien qu'ils ont déjà fait, qu'ils puissent nous régler d'abord la question des droits de l'homme, qu'ils trouvent une solution. » Mbuji Mayi Urbain

5. Les participants sont également très préoccupés par les effets corrosifs de la corruption dans le pays.

Bien que la majorité des participants n'ait pas classé la corruption comme une priorité absolue lorsqu'ils avaient d'autres choix, la question de corruption était tout de même un sujet de préoccupation sous-jacente dans tous les « focus groups ». Les participants estiment que la corruption des dirigeants politiques est la cause des problèmes vécus par le pays et, plus précisément, le manque de solution aux besoins fondamentaux des populations. Les politiciens corrompus n'ont pas le meilleur intérêt du pays à cœur, et que si tel était le cas, le pays ferait du progrès.

*« La corruption est un sujet important parce que s'il n'y a pas de corruption, il y aura le développement. »
Lubumbashi Rural*

« Toutes ces choses-là comme le vol, même l'insécurité, le chômage, tout ce qui se fait dans notre pays, ça provient surtout par manque des dirigeants corrects. » Mbuji Mayi Rural

III. Perceptions et attentes des partis politiques et dirigeants élus

1. La plupart des participants comprennent généralement les rôles que les partis politiques et dirigeants élus sont appelés à jouer dans une société démocratique.

La majorité des participants ont une idée générale du rôle que les partis politiques doivent jouer dans une société démocratique. Ils croient que les partis devraient incarner une idéologie et présenter à leurs partisans leurs idées et projets pour le pays. Ces projets doivent refléter les besoins et désirs de leurs partisans.

« Le rôle d'un parti politique est de présenter un projet de société. » Kikwit Rural

« En principe, c'est ce que les partis politique devaient faire. Nous réunir pour nous écouter parce que la politique n'est pas synonyme de nous battre. C'est une conversation, où des idées sont échangées, pour savoir la vision qu'a l'autre personne pour la population. » Kinshasa Urbain

« Les partis politiques doivent élaborer des normes et travailler sur l'observance des règles pour l'avancement du pays. » Mbuji Mayi Urbain

« C'est prendre les gens – les hommes, les femmes et les jeunes – les rassembler pour discuter d'une seule idée pour amener l'amélioration des vies de la population. » Mbandaka Urbain

Les participants sont également conscients des rôles et responsabilités que leurs dirigeants élus doivent jouer. Les dirigeants élus doivent agir comme porte-paroles de leurs électeurs, et doivent œuvrer pour résoudre leurs préoccupations et problèmes.

« Un élu doit toujours être prêt et actif à réaliser ce qu'il promet au peuple. » Goma Rural

« Leur rôle est d'accomplir la volonté des électeurs. » Kikwit Rural

« Qu'ils parlent pour nous. » Kinshasa Rural

« Ils sont comme les porte-paroles de la population auprès du gouvernement. » Lubumbashi Rural

« Le rôle d'un député est de prendre les problèmes de sa base et les amener à l'institution sensée résoudre ces problèmes. » Lubumbashi Urbain

« Quand nous choisissons les gens c'est pour qu'ils restent avec nous et qu'ils trouvent des solutions à nos besoins, qu'ils nous donnent du travail et que le pays parvienne à se développer. » Mbuji Mayi Rural

2. La majorité des participants ne croient pas vivre dans une démocratie qui fonctionne, dans toutes les six régions, ils ont une perception très négative de la « politique » congolaise, des « politiciens » et « partis politiques » congolais.

Interrogés sur ce qu'ils pensaient quand ils entendaient le mot « politique », beaucoup de participants se sont hâtés de discuter immédiatement de la politique et des politiciens congolais. Ils considèrent la politique de la RDC comme un sale jeu et les politiciens comme de simples menteurs, voleurs, et démagogues.

« A entendre le mot politique cela m'a toujours fait penser aux escrocs. » Goma Rural

« Au Congo, la politique c'est mentir, voler, et détourner dans le vrai sens. » Goma Urbain

« Pour moi la politique c'est quelque chose qu'on appelle farce, c'est le mensonge qui s'en mêle. » Kinshasa Rural

« Quand j'entends « politique » c'est un moyen, une occasion d'avoir de l'argent. » Lubumbashi Urbain

« Si nous parlons politique les premières idées qui passent dans la tête d'un congolais c'est l'intérêt. » Mbandaka Urbain

« Quand on dit politique je vois la démagogie, le mensonge. » Mbuji Mayi Urbain

Pour les participants aux « focus groups », soulever le thème de partis politiques provoquait du sarcasme et de l'amertume. La plupart des participants croient qu'au lieu de travailler pour le bien du pays, les partis politiques congolais existent seulement pour enrichir leurs membres à travers l'accès aux fonds publics. Pour de nombreux participants, cet intérêt se résume à « la politique du ventre³ »

« Les partis politiques ne remplissent pas leurs devoirs. Ils ne donnent aucune bonne idéologie à la population, pour montrer à la population la personne qu'on doit voter. Donc la population pense qu'appartenir à un parti politique c'est pour recevoir de l'argent et prendre un t-shirt polo. » Mbandaka Urbain

« Les partis politiques aujourd'hui poursuivent des intérêts personnels et égoïstes. » Mbandaka Rural

« Les partis politiques ont oublié leur rôle de former et d'informer leur partisans à l'idéal de leur parti politique et les mener à l'idéal du développement. » Goma Rural

« Ils ne font pas leur travail comme il se doit. Leur premier objectif quand ils viennent dans la politique, c'est la politique du ventre. » Kinshasa Urbain

« Si nous voyons les visions des partis politiques, la façon dont ils présentent leur projet de société, nous constatons qu'il n'y a rien. C'est pourquoi ils ne font rien de bon. » Kikwit Rural

³ La « politique du ventre » est une expression inventée par les Camerounais et empruntée par Jean-François Bayart dans son livre publié en 1989: *L'état en Afrique: La Politique du Ventre*. Il fait référence à la « consommation » des ressources publiques par les politiciens pour des intérêts personnels, pour leurs familles et partisans.

« Nos partis politiques c'est plus la politique pour être ministre, pour avoir de l'argent, s'enrichir, être député mais c'est un développement individuel. » Lubumbashi Urbain

Certains participants ont noté qu'il y avait trop de partis politiques en RDC. Ils croient que la plupart des partis existe notamment pour accéder aux ressources étatiques et que le nombre de partis ne permet pas aux citoyens de faire un bon choix parmi tant de partis.

« Il y a trop des partis politiques; c'est du désordre. » Lubumbashi Rural

« Les partis politiques sont créés avec seul objectif de faire aboutir son leader au pouvoir, c'est ainsi que nous avons une multitude des partis, visant chacun à pousser son leader au sommet du pouvoir afin de jouir du miel gouvernemental et visant leur intérêt personnel. » Goma Rural

« Il y a 11 candidatures au total, alors si ces partis politiques travaillaient effectivement pour la population, ils auraient laissé ne fût-ce qu'une ou deux candidatures. » Kinshasa Rural

3. Presque tous les participants voient leurs dirigeants nationaux comme inaccessibles et indifférents à leurs préoccupations.

Les participants aux « focus groups » dans les six régions de la RDC sont unanimes à reconnaître le manque de réalisations de leurs dirigeants élus. Ils croient que leurs dirigeants élus et partis ont failli à leur responsabilité d'écouter leurs électeurs et de défendre leurs besoins. Les participants ont des difficultés à donner des exemples de choses positives que les dirigeants nationaux ont réalisées. Ils pensent que tous ces dirigeants suivent le même schéma: se faire élire, et ensuite se cacher aux électeurs.

« Pour moi il n'y a aucun parti qui fait son travail parce que nous remarquons que juste après les élections tous ferment leurs portes et attendent la programmation des nouvelles élections pour revenir et demander que l'on vote en leur faveur. » Mbuji Mayi Urbain

« Ils ne sont pas du tout accessible. » Goma Urbain

« Quand ils cherchaient le pouvoir, ils nous flattaient et nous disaient qu'ils allaient nous défendre mais arrivés au pouvoir, ils n'ont cherché que de s'acheter des parcelles et des jeeps sans se soucier de nous. » Kikwit Rural

« Vraiment ces gens-là ne viennent même pas nous voir. » Kikwit Urbain

« Moi je peux dire qu'ils ne sont pas accessibles au gens du peuple. Lorsqu'ils ont besoins des voix, ils vont dans les proximités pour leur promettre mais une fois élue, ou les trouveras-tu ? » Kinshasa Urbain

« Sur peut-être 500 députés qui sont à l'Assemblée nationale, nombreux ne sont pas en communication avec leurs bases. Ceux qui sont en contact avec leurs bases ne sont pas plus de 25. » Lubumbashi Rural

« Nous voyons les partis politiques se soulever juste lorsque les élections s'approchent mais après que nous ayons passé ces échéances, ces partis ne se font plus entendre. » Mbuji Mayi Rural

Par ailleurs, la grande majorité des participants sont incapables de nommer de bonnes réalisations de leurs dirigeants provinciaux et les considèrent aussi insensibles que les dirigeants nationaux. Seuls les participants en zone rurale de Kikwit étaient capables de citer des exemples de dirigeants provinciaux ayant répondu aux besoins des citoyens.

« Ils ont créé des écoles et construit des maisons qui sont un peu présentables. » Kikwit Rural

« Nous voyons par exemple qu'il y a des bus qu'ils ont mis à la disposition de quelques universités. » Kikwit Rural

« Il y a la création des quelques hôpitaux. » Kikwit Rural

4. Les participants souhaitent que les élus communiquent et interagissent davantage avec le public.

Interrogés sur leurs attentes des dirigeants qui émergeront du prochain cycle électoral, les participants aux « focus groups » souhaitent simplement que leurs dirigeants élus soient facilement accessibles et continuent à communiquer avec eux.

« Ils doivent se promener avec un agenda et un stylo en main, qu'ils se soucient du peuple, qu'ils soient proche du peuple, qu'ils cherchent à savoir le souci du peuple. » Kinshasa Urbain

« Dans l'avenir j'aimerais que les gens que nous sommes en train de voter soient accessible à tout le monde. » Kikwit Rural

« Ils doivent être accessible de façons qu'ils prennent chaque fois connaissance de nos doléances pour qu'elles puissent être réalisables au su et au vu de tous. » Mbuji Mayi Rural

« Je souhaiterais qu'ils ne déraillent plus de leur doctrine, et qu'ils transmettent correctement les attentes de la population aux exécutifs. » Goma Rural

IV. Attitudes envers la démocratie

1. Presque tous les participants assimilent la démocratie à la liberté.

Invités à définir la « démocratie », les participants aux « focus groups » dans les six régions donnent la même définition du concept. Selon eux, la démocratie est synonyme de liberté, en général, et de liberté d'expression, en particulier.

« La démocratie, signifie donc que la personne doit se sentir libre. » Kikwit Urbain

« La démocratie, est la libre parole, la Liberté dans tout ce que vous voulez faire. » Kinshasa Urbain

« La démocratie fait appel à la liberté. » Mbandaka Rural

« La démocratie, c'est le fait d'être libre à tout le niveau. » Mbandaka Urbain

« Le mot démocratie c'est la liberté. » Mbuji Mayi Rural

2. La grande majorité des participants croient que la RDC n'est pas une démocratie à l'heure actuelle parce qu'elle manque de liberté d'expression.

La plupart des participants estime que pour vivre dans une démocratie, ils doivent être libres de choisir leurs dirigeants et, surtout, se sentir libres d'exprimer leurs opinions, et de critiquer leurs dirigeants si nécessaire. Alors que beaucoup d'entre eux croient qu'ils sont libres de choisir leurs dirigeants maintenant, ils ne pensent pas encore avoir la liberté de critiquer leurs gouvernants. Sans cette liberté, ils ne croient pas qu'une véritable démocratie puisse exister en RDC.

« Je définis la démocratie comme un mode de vie où la liberté est prime dans la pensée et la parole, ce qui est contraire à notre vécu quotidien car nous devons de fois prend des mises en garde avant d'exprimer nos opinions. Cela démontre que nous sommes encore loin de la démocratie car cette liberté d'expression n'est pas encore réelle. » Goma Rural

« La démocratie existe théoriquement mais pas pratiquement. » Mbandaka Rural

« Je dis qu'il n'existe pas la démocratie dans notre pays, dans le sens que si vous regardez ce qui se passe à Kinshasa, on entend qu'un tel journaliste a été arrêté au studio après avoir terminé son émission et est parti sans suite. Des choses pareilles montrent qu'il y a absence de la démocratie dans notre pays. » Kikwit Urban

« On entend qu'il y a la démocratie comme le montre le nom de notre pays République démocratique du Congo, mais c'est une simple nomination. En soit on ne voit pas cette démocratie dans notre pays parce que je ne vois pas la liberté. » Kikwit Urbain

3. Une minorité des participants croient que la RDC fait des progrès vers la démocratie.

Quelques participants croient que la démocratie est naissante en RDC, et ils considèrent la tenue des élections comme un bon indicateur que le pays fait des progrès vers un système démocratique. Comparés aux autres, ces genres de participants sont plus susceptibles de croire qu'il y a une certaine liberté d'expression dans le pays.

« Au Congo il y a la démocratie mais cette démocratie est encore à l'état embryonnaire. La démocratie à beaucoup d'éléments et parmi ces éléments nous trouvons aussi les élections. » Mbuji Mayi Rural

« Oui, il y a la démocratie. Pour avoir le pouvoir, il faut passer par les élections. C'est déjà un signe de la démocratie qu'on peut passer soit à la radio ou à la télévision est parler librement par rapport aux jours passés. » Mbandaka Urbain

« Je dis qu'il y a la démocratie parce que le peuple a le pouvoir de réclamer ce dont il a besoin à haute voix. Parce qu'à l'époque du Zaïre on ne pouvait pas critiquer un député ou un président ; on pouvait te pendre et on te fait disparaître. Mais pour le moment, les gens passent à la télévision en train de dénoncer le mauvais comportement des autorités pour qu'ils répondent à leurs besoins. Quand même dans ce sens-là, il y a de l'espoir. » Lubumbashi Rural

4. L'écrasante majorité pense que la RDC peut devenir une démocratie à part entière

Les participants soulignent deux facteurs pouvant aboutir à une meilleure démocratie: un meilleur leadership au sommet, et l'unité entre les populations. Ils estiment que si les citoyens peuvent surmonter leurs divergences, les politiciens ne pourront pas y résister. Selon eux, de manière collective, les citoyens peuvent exprimer leurs voix et forcer les dirigeants élus à répondre à leurs besoins. Les participants affirment que les élections sont le seul moyen de parvenir à la démocratie.

« Il faut qu'il y ait l'amour entre nous ; qu'on soit unis, et en évitant des trahisons entre nous, il y aura la démocratie. » Goma Urbain

« Oui, ça peut arriver si un homme de bonne volonté peut nous y conduire. » Kikwit Rural

« Notre Congo ne peut être un pays démocratique que si nous n'avons pas l'amour entre nous. Pour moi je demande à ce que nous ayons l'amour. » Mbuji Mayi Rural

« Oui c'est possible si nous avons un Président de la République qui sait bien nous diriger. » Mbandaka Rural

« Notre démocratie est boiteuse. Alors en étant boiteuse, nous ne pouvons pas l'abandonner, il nous faut des massages pour le remettre en bon état, et comment ? Nous peuple congolais devons être décisifs, si nous avons tous la même parole, les dirigeants les suivront. Mais s'ils trouvent que nous ne sommes pas unis, ils profiteront de notre naïveté. » Goma Urbain

V. L'avenir du pays

1. La majorité des participants disent que l'avenir dépend de l'issue des élections.

La majorité des participants sont incertains sur l'avenir. Ils croient qu'il est possible que la situation s'améliore, mais cela dépend de l'issue des élections. Ils ne savent pas qui les électeurs choisiront et si les dirigeants nouvellement élus honoreront leurs promesses.

« Dans les jours à venir, si nous opérons un bon choix aux élections je sais que le Congo va changer certainement. La situation que nous avons aujourd'hui nous ne l'aurons pas dans les jours à venir. » Mbuji Mayi Rural

« Le sort du Congo dans cinq ans dépendra des autorités que nous allons élire. S'ils prennent en considération nos recommandations et résolvent nos problèmes, s'ils stabilisent les choses, le Congo sera meilleur. Mais s'ils se contentent de leurs ventres, s'ils se soucient seulement de leurs avantages privés, là le Congo mourra d'avantages. » Mbuji Mayi Urbain

« Nous avons mille chances que la situation aille dans la bonne direction mais à condition que les élections soient libres et transparentes. Si tel n'est pas le cas, même le peu qu'on a déjà acquis, risque de s'envoler, et nous ne réussirons en rien. » Kinsbasa Rural

« On ne sait pas. Ceux qu'on va voter ... nous ne sommes pas dans leurs esprits et on ne sait ce qu'ils pensent. Comment les dirigeants vont travailler ? Ce qu'ils nous disent, est-ce que ça va se réaliser ? » Goma Urbain

Les quelques participants qui sont tout à fait positifs sur l'avenir fondent leur optimisme sur leur capacité de choisir leurs représentants. Ils indiquent souvent qu'ils ont hâte d'exercer leur droit de vote, et pensent qu'ils ne seront pas dupés cette fois à voter pour des dirigeants incompatibles.

« On améliore petit à petit. Alors pour améliorer, il faut emboîter ceux qui ont déjà fait ... Les bêtises que nous avons commises dans le passé, nous ne les commettrons jamais. » Lubumbashi Rural

« Pendant les élections passées, nos élus nous ont promis autant de choses, qu'ils n'ont pas réalisé pendant ces cinq ans. L'expérience nous rend sage, le peuple congolais ne sera plus dupé. Il nous revient maintenant de choisir des dirigeants dignes et capables de surmonter quelques difficultés de la population. » Goma Urbain

« Il y a cinq ans nous avons organisé les élections ... Nous avons vu qui a fait quoi et qui n'a rien fait, ça nous a rendus sage. Mais cette fois si il faut que nous sachions, parce que beaucoup de gens se plaignent. Beaucoup de députés qui ont été élu, on les a jamais revu depuis qu'ils nous ont laissé des t-shirts, offerts du sucre, le transport ... mais cette fois-ci nous seront sages. » Kinshasa Urbain

2. Les Congolais rêvent d'un pays où leurs besoins essentiels sont pris en charge et où ils peuvent vivre en paix.

La majorité des participants expriment la même vision idéale pour l'avenir de leur pays. Ils le décrivent comme suit : être employés, bien nourris, avoir accès à une éducation de qualité, aux services de santé, et notamment vivre en paix.

« Nous voulons vivre dans un Congo où il n'y a plus de chômage, de corruption et où il y a le développement économique, l'éducation gratuite telle qu'on le promet; qu'il y ait la gestion équitable des ressources naturelles. » Kinshasa Rural

« Nous rêvons d'un Congo plein de sécurité et la sécurité dans son sens le plus large. La sécurité du travail, de la santé, l'éducation et du sociale. » Mbuji Mayi Urbain

« Il faut une bonne éducation. Les fonctionnaires doivent toucher des bons salaires. Pour la santé, les médecins doivent aussi bien s'occuper des malades. » Mbandaka Urbain

« Nous voulons qu'on revienne comme dans l'ancien système où les boutiques étaient bien alimentées ; qu'on assure l'alimentation, le paiement des salaires et qu'on améliore les conditions de vie. » Kikwit Rural

« Notre souhait c'est de terminer la famine. » Kikwit Urbain

« Nous allons grossir. » Goma Urbain

« J'ai un courant stable et de l'eau qui coule régulièrement ... que je sois bien payé, que j'ai un bon travail, que mes enfants étudient dans de bonnes écoles. » Kinshasa Urbain

« Si on crée les emplois pour tous, asphalté très bien les routes, assure et facilite la mobilité, et aplani tous les ravins qui nous entourent, en ce moment-là le peuple ou chaque citoyen peut vivre dans la paix dans son pays. » Mbuji Mayi Rural

« Toute personne va circuler en paix, jusqu'aux endroits les plus éloignés. » Goma Rural

ANNEXE A: LE GUIDE DU MODERATEUR

SECTION I : SITUATION GENERALE AU CONGO

Pour commencer, je voudrais avoir votre opinion de la situation générale au Congo.

Q.1 Comment voyez-vous le Congo d'aujourd'hui? Les choses vont-elles surtout dans la bonne direction ou surtout dans la mauvaise direction?

Q.1.1 Quelles sont les choses qui vont dans la bonne direction ?

Relancer: Pourquoi? Qui en-est responsable?

Q.1.2 Quelles sont les choses qui vont dans la mauvaise direction?

Relancer: Pourquoi? Qui en-est responsable?

SECTION II : SUJETS D'IMPORTANCE

Q.1 Maintenant, j'aimerais discuter avec vous de quelques points importants auxquels fait face le Congo en ce moment. Veuillez, je vous prie, me dire lesquels de ces sujets sont pour vous les plus éminents. Afin de répondre à cet exercice, veuillez tenir compte de vos opinions à l'égard des premières questions abordées dans cette discussion. Parmi une série de dix sujets différents que je vous suggérerais, j'aimerais que vous en choisissiez (2) qui sont pour vous les plus importants et qui sont plus urgents à régler.

Liste 1: Sujets

- Chômage/ Travail
- Corruption
- Développement Economique
- Education
- Elections
- Gestion des ressources naturelles
- Disputes Foncières
- Santé
- Sécurité et Droits Civils
- Situation de la femme

Distribuer la fiche de cet exercice. Demander aux participants d'entourer les deux qu'ils/ qu'elles ont choisi.

Sur LE SUJET ayant été le plus choisi, relancer : Pourquoi ____ est important pour vous?

Q 1.1 À votre avis, qu'est-ce que les autorités gouvernementales font pour répondre à vos préoccupations?

Relancer : Font-elles quelque chose pour répondre à ces problèmes ?

Relancer : A votre avis, que devraient faire les autorités gouvernementales pour répondre à ces problèmes ?

SECTION III : PERCEPTIONS ET ATTENTES DES PARTIS POLITIQUES ET DES ELUS

Q.1 Quand je dis le mot «Politique», que sont les premières pensées et les idées qui vous viennent à l'esprit?

Relancer: Expliquez-nous s'il vous plaît ce qui vous fait dire ça?

Q.2 Quel est le rôle d'un parti politique? Quel est son devoir et sa responsabilité dans la gestion et le développement du pays?

Relancer: Pensez-vous que les partis politiques remplissent leurs devoirs?

Relancer: Donnez-moi des exemples s'il vous plaît.

Q.3 Quel est le rôle d'un élu ?

Q.4 Pensez-vous que les élus sont accessibles aux citoyens?

Relancer: Pouvez-vous expliquer pourquoi dites-vous cela ?

Q.5 Pensez-vous que les élus répondent aux besoins des citoyens au niveau national ?

Si oui, relancer : Donnez-moi des exemples s'il vous plaît.

Si non, relancer : Quels besoins sont négligés ?

Q.6 Pensez-vous que les élus répondent aux besoins des citoyens au niveau local ?

Si oui, relancer : Donnez-moi des exemples s'il vous plaît.

Si non, relancer : Quels besoins sont négligés ?

Q.7 Dans l'avenir, comment les élus peuvent mieux répondre à vos besoins?

SECTION IV : ATTITUDES ENVERS LA DEMOCRATIE

Q.1 Quand je dis le mot «Démocratie», que sont les premières pensées et les idées qui vous viennent à l'esprit?

Relancer: Expliquez-nous s'il vous plaît ce qui vous fait dire ça?

Q.2 Pensez-vous qu'il y a la démocratie au Congo?

(Demandez aux participants de lever les mains et comptez combien disent non et combien disent oui)

Si oui, relancer : Pourquoi dites-vous cela?

Si non, relancer : Pourquoi dites-vous cela?

Q.3 A votre avis, est-il possible pour le Congo d'être un pays démocratique?

(Demandez aux participants de lever les mains et comptez combien disent non et combien disent oui)

Si non, relancer : Pourquoi dites-vous cela?

Si oui, relancer : Comment peut-il être un pays démocratique?

Q.4 Pensez-vous que les élections soient le bon moyen pour le Congo de choisir ses leaders ?

Relancer : Pourquoi ?

SECTION V : LES ATTENTES POUR L'AVENIR DU PAYS

Q.1 Imaginez que vous vous réveilliez demain et le Congo est meilleur que jamais.

Relancer: Comment serait-il? Quelle est votre vision d'un Congo meilleur?

Q.2 Pensez-vous que la situation va être meilleure, pire, ou pareille dans cinq ans ?

Relancer : Pourquoi ?

SECTION VI : CONCLUSION

Q.1 Tout en sachant l'importance que vous portez aux différents sujets dont nous avons parlé tout au début et au cours de cette discussion, imaginez que vous êtes en face d'un haut responsable du Congo, et il vous demande votre avis et vos suggestions pour améliorer les conditions de vie des citoyens du Congo. Quelles seraient vos suggestions et vos attentes? Sur quoi devrait-il/elle mettre l'accent?

Nous vous remercions pour le temps que vous nous avez accordé. Vous nous avez été d'une aide très précieuse.

ANNEXE B: A PROPOS DES AUTEURS

Rebecca Feeley est chargée principale des programmes du NDI dans les États post-conflits en Afrique francophone. Avant de rejoindre le NDI en 2009, Mme Feeley s'est spécialisée dans la région africaine des Grands Lacs en tant que chercheur basée à Goma, en RDC pour un certain nombre d'organisations internationales, y compris *Enough Project*, *U.S. Holocaust Memorial Museum*, et *Humanitarian Policy and Conflict Research International*. Auparavant, elle a servi comme chargée de programme pour la *Clinton Foundation* au Rwanda. Mme Feeley est titulaire d'une maîtrise en relations internationales de l'Université de Columbia.

Driss Choukri est directeur de la firme de consultation *Bridgehead* et consultant pour un certain nombre d'organisations internationales, y compris le *Consortium pour les Droits des Travailleurs* (WRC) et *NDI*. M. Choukri a servi de gestionnaire de programme pour le *Centre de Solidarité* dans le Maghreb entre 2008 et 2010. Avant de rejoindre le Centre de Solidarité, M. Choukri a travaillé comme gestionnaire des opérations et directeur de la section Travail de terrain auprès de NDI-Maroc entre 2003 et 2008. M. Choukri a déjà géré des « focus groups » au Koweït, en RDC, et en Mauritanie. M. Choukri a également animé plus de 300 « focus groups » dans tout le Maroc. M. Choukri est titulaire d'une maîtrise en éducation de la Faculté d'éducation à Rabat, au Maroc.



NDI

NATIONAL
DEMOCRATIC
INSTITUTE

National Democratic Institute
for International Affairs
455 Massachusetts Avenue, NW
8th Floor
Washington, DC 20001
Téléphone: 202-728-5500
Fax: 202-728-5520
Site Web: www.ndi.org

Réalisé avec l'appui de Humanity United.